



Confédération paysanne
de la Vienne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Chauvigny, le 25 janvier 2024

Communiqué de presse

Manifestations d'agriculteur·ice·s : la Confédération paysanne propose une voie de sortie en rupture avec le dogme du libre-échange.

Les mobilisations d'agricultrices et agriculteurs en France et en Europe sont le symptôme d'une crise profonde de la rémunération et de la reconnaissance des paysan·nes.

Cette crise est la conséquence directe des politiques économiques visant à développer le commerce international et la concurrence acharnée, menées depuis plusieurs décennies par l'Etat et l'Union Européenne, en cogestion avec la FNSEA au niveau national et le COPA-COGECA au niveau européen.

Ceux qui ont allumé le feu ne peuvent prétendre aujourd'hui l'éteindre !

La colère et le désespoir sont légitimes dans les campagnes et il est temps qu'ils soient entendus.

Nous demandons solennellement au Président de la République Emmanuel Macron deux mesures concrètes et immédiates :

- l'arrêt définitif des négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, un moratoire sur tous les autres accords commerciaux en négociation et un réexamen de tous les accords en vigueur, concernant la concurrence déloyale engendrée par cette politique de libre-échange, y compris au sein de l'Union Européenne.
- Une loi interdisant enfin l'achat de nos produits agricoles en-dessous de leur prix de revient. La loi espagnole sur les chaînes alimentaires est ainsi un exemple possible d'instauration de prix planchers.

Ce sont des mesures d'ampleur, qui s'en prennent au cœur « du système » que nous exigeons. Les mirages qui sont brandis ça et là ne sont pas de nature à changer la donne et à instaurer des conditions de vie et de rémunération dignes pour les agriculteurs.

- La réelle problématique est notre revenu paysan, pas l'existence de normes. Supprimer des normes s'inscrit dans la logique de compétitivité, celle -la même qui sert par la suite à justifier la poursuite du libre échange et la mise en concurrence des paysans du monde entier.
- L'absurdité inefficace des contrôles et des normes inapplicables nous la subissons dans nos élevages plein air mais comme ce sont des petites fermes, ça n'intéresse pas les lobbys de défendre ces causes. Nous n'avons pas vu les syndicats majoritaires se mobiliser pour soutenir le plein air face aux contraintes dites de biosécurité ! C'est pourtant bien des productions de qualité et de terroirs qui sont attaquées.
- Le mirage d'un revenu complémentaire issu de la production d'énergies : les effets pervers du développement de ces énergies sur les terres agricoles sont innombrables. Notamment l'effet

d'inflation sur les prix du foncier qui peut affecter les transmissions des fermes, menaçant les conditions d'existence des jeunes installés. C'est de notre production agricole que nous voulons vivre, la terre doit servir avant tout à nourrir !

- La transition écologique et climatique est une urgence que nous ne pouvons sans cesse repousser. L'état des rivières comtoises impose un réel changement des pratiques, accompagné techniquement, économiquement et socialement. Nous ne pouvons pas produire sans la nature – ou pire, contre elle -, certains semblent l'avoir oublié. Cela suppose une autre orientation agricole, en France comme en Europe, valorisant les pratiques et le nombre de paysans plutôt que les quantités de surfaces exploitées.

Au regard de l'impasse actuelle et face à l'urgence sociale et écologique, continuons à être force de propositions pour sortir de ce constat d'échec et réorienter durablement le développement agricole pour des paysannes et paysans nombreux dans des campagnes vivantes.

Pas de pays sans paysannes et paysans rémunérés et nombreux !

Contacts :

- Pierre Jean Clerc 06-15-40-09-67
- Véronique Fouché 06-81-76-87-82



*Confédération paysanne
de la Vienne*

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs